



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 30 octobre 2025

Nos réf. : SHM/AV/MT n° 25-298

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SULO FRANCE SAS

Z.I. « Les Franchises » - 52200 LANGRES

Code AIOT : 0005701331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 octobre 2025 dans l'établissement SULO 18 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Soumis à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a réalisé ses trois campagnes de mesures PFAS sur différents points de rejets de son installation (4 points différents : rejet d'eaux pluviales, rejet d'eaux de voirie, rejet des eaux de déconcentration des TAR, rejet eaux de process). Ces campagnes ont débuté en novembre 2023 pour les eaux pluviales et se sont terminées en Août 2024 en intégrant les eaux issues des TAR.

Ces campagnes ont mis en évidence une détection d'AOF sur les eaux de déconcentration des TAR (1 analyse avec 0,055 g/j), au niveau des eaux pluviales (1 analyse 0,136 g/j) ainsi qu'au point de rejet des eaux de process (0,132 g/j) avec la détection de faibles flux de PFAS (0,0004 g/j au total).

Suite à ces résultats de détection au point de rejet d'eaux de process, il a été demandé à l'exploitant, en date du 11 avril 2025, de mettre en œuvre un plan d'actions visant à investiguer et identifier la source et l'origine de la présence de ces substances dans le rejet aqueux, sous un délai de 3 mois. Une nouvelle visite a donc eu lieu le 8 octobre 2025 permettant à l'exploitant de présenter les résultats de ses investigations.

Cette visite a également permis de prendre connaissance physiquement du projet de réutilisation d'eaux de déconcentration des tours aéroréfrigérantes qui est en cours d'instruction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SULO FRANCE SAS
- Z.I. « Les Franchises » 52200 LANGRES
- Code AIOT : 0005701331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SULO exploite une unité de fabrication de contenants en plastique pour un usage de collecte des déchets.

À ce titre, elle bénéficie notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2098 du 20 juillet 2007. Le site consomme environ 25 000 t/an de Polyéthylène haute densité (PEHD) dont 83 % issu de matière recyclée notamment les bacs en fin de vie.

La capacité de production du site est de 2 500 000 bac/an dont 50 % sont à destination de la France et 50 % le reste du monde.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux superficielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Investigation source émission AOF/PFAS	AP Complémentaire du 11/04/2025, article Paragraphe 1 - article 7	Sans objet
2	Bilan incidents majeurs	AP Complémentaire du 11/04/2025, article Paragraphe 2 - article 7	Sans objet
3	Suivi évolution PFAS dans le rejet aqueux	AP Complémentaire du 11/04/2025, article Paragraphe 3 - article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les diverses investigations menées par l'exploitant ne permettent pas à ce jour d'identifier l'origine de la source de PFAS présent dans son rejet. Les résultats sont variables d'une analyse à l'autre et les substances détectées sont à des concentrations faibles (< 0,3 µg/l) générant un flux total massique très faible également (0,001 g/j). A noter que ces substances, détectées de façon régulière dans les mesures de suivi au niveau du point de rejet des eaux de process, sont au nombre de 3 (PFHxS, PFHpS, PFOS).

Aussi, au regard de ces résultats, les investigations menées par l'exploitant ne nécessitent pas d'être poursuivies à ce stade et le suivi d'émission PFAS dans le rejet peut être, pour le moment, adapté à une fréquence semestrielle. Ce suivi pourra être de nouveau adapté selon les résultats obtenus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Investigation source émission AOF/PFAS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2025, article Paragraphe 1 - article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Investigation source émission AOF/PFAS
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant étudie l'ensemble de son process afin de déterminer l'origine et la source d'émission des PFAS et/ou AOF dans ces rejets. Cette étude permet à l'exploitant de définir et de planifier la mise en place d'actions soutenables sur un plan technico-économique visant à limiter, voir supprimer la présence de ces substances dans ces rejets. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre des actions retenues.
Constats : Les différentes campagnes de mesure ont été réalisées entre novembre 2023 et août 2024 sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none">➤ EP 2 : Eaux pluviales➤ Point 6 : eaux de process (eaux de lavage des sols et purges du coalesceur -effluent huileux)➤ Point 7 : eaux de voirie➤ Point 8 : eaux de déconcentration des tours aéroréfrigérantes (TAR) Au vu des résultats obtenus, l'exploitant a concentré ses investigations sur le point de rejet des eaux de process (Point 6). Ce point collecte les eaux de lavage des sols réalisé par auto-laveuse et les eaux huileuses de purge du Coalesceur. Le Coalesceur est un dispositif permettant de récupérer et de traiter l'effluent huileux, issu des machines de production, pour ensuite réutiliser l'huile en production. Ces eaux sont ensuite dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures et rejetées dans le réseau communal, jusqu'à la station de LANGRES pour traitement final. Le volume rejeté représente environ 150 m³/an. Il est noté que ces eaux sont très chargées, notamment en matières en suspension. L'exploitant a analysé l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des différents produits utilisés sur son site. Les conclusions n'ont pas mis en évidence la présence de substance PFAS. Les produits lessiviels utilisés dans l'auto-laveuse ont également été étudiés, sans avoir pu identifier la présence de substance PFAS. L'exploitant a procédé à des analyses intermédiaires par rapport au rejet du point 6 : <ul style="list-style-type: none">• une analyse a été lancée en avril 2025 sur les eaux de lavage du sol, qui montre une présence d'AOF (19 µg/l).• 2 analyses ont été réalisées sur les eaux de purges du coalesceur en mars et avril 2025. Les résultats mettent en évidence une détection des substances PFOS, PFHxS et AOF. L'exploitant a également réalisé une analyse sur les eaux de purge du monotube (circuit de refroidissement), où il n'y a pas eu de détection de PFAS ni AOF. Au regard de ces résultats, l'exploitant a réalisé des mesures sur l' huile neuve , l' huile usagée , les poussières de démétalisation pour rechercher les substances identifiées dans le rejet aqueux, à savoir ; PFHxS, PFHpS, PFOS, MEST, DCO, Fluor et COT. Les résultats n'ont pas mis en évidence la présence de ces PFAS . Cependant, l'exploitant souligne que le fluor est détecté à des concentrations comprises entre 10 et 20 mg/kg. A noter que les AOF n'ont pas été recherchés. L'exploitant a programmé une nouvelle mesure sur les eaux de lavage du sol et du coalesceur mi-octobre, lors de la mesure prévue au niveau de son rejet en point 6. Un test est également prévu sur les tapis de sol qui seront mis en trempage pendant une durée déterminée et l'eau sera analysée. L'exploitant indique que les filtres du coalesceur ont été changés le 16 mai 2025, soit après la dernière analyse . La prochaine analyse des eaux de purge permettra de constater s'il y a un effet positif ou non. Le précédent changement date d'au moins 2 ans. Par ailleurs, l'exploitant étudie la possibilité de réaliser une filtration des effluents au point 6 afin d'effectuer un premier traitement. Cela impliquerait la mise en œuvre de moyens plus ou moins conséquents (financiers et techniques), puisqu'il serait nécessaire de repomper les effluents pour les renvoyer sur site pour passage en filtration. L'osmose inverse a également été évoquée avec la société VEOLIA. L'exploitant souligne que, quelle que soit la méthode ou moyen retenu, cela générerait des déchets et coûts supplémentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bilan incidents majeurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2025, article Paragraphe 2 - article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan incidents majeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant réalise un bilan des incidents majeurs répertoriés ayant eu lieu sur le site au cours des 10 dernières années et ayant impliqué l'utilisation de mousse anti-incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que le dernier exercice incendie réalisé sur site avec pulvérisation de mousse anti-incendie a eu lieu le 20 juin 2014. Cet exercice a été réalisé au niveau du bâtiment « magasin » correspondant au drainage des eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant a également poussé son investigation sur des extincteurs présents sur site et a réalisé une analyse qui met en évidence la présence des substances PFDA (0,32 µg/l), PFDoA (0,36 µg/l), 8:2 PFTOH (17 µg/l) et le 6:2 PFTOH (96 µg/l).</p> <p>L'exploitant s'interroge sur le processus de dégradation de ces molécules, à savoir si elles peuvent se dégrader en PFHxS / PFHpS / PFOS, qui sont présentes en son point de rejet n°6.</p> <p>Ces extincteurs peuvent être utilisés 4 à 5 fois par an.</p> <p>L'exploitant identifie les dates et endroits où ce type d'extincteurs a pu être utilisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi évolution PFAS dans le rejet aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/04/2025, article Paragraphe 3 - article 7		
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi évolution PFAS dans le rejet aqueux		
Prescription contrôlée : Une analyse trimestrielle est réalisée selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 afin de suivre l'évolution des émissions de PFAS et AOF.		
Constats : Comme précisé au point 1, le suivi des émissions PFAS et AOF est réalisé sur le point 6, rejet eaux de process, où des substances PFAS avaient été détectées lors des campagnes de mesures. Rappel des concentrations issues de ces campagnes : PFOS : 0,27 et 0,21 µg/l, PFHxS : 0,16 µg/l, pas d'AOF sauf lors de la dernière campagne à 0,132 µg/l Des mesures ont été réalisées en avril et août 2025 et présentent les résultats suivants :		
	Avril 2025	Août 2025
AOF (concentration / flux)	26 µg/l / 0,014 g/j	63 µg/l / 0,0117 g/j
PFHpS (concentration / flux)	0,28 µg/l / 0,0002g/j	Non détecté
PFOS (concentration / flux)	Non détecté	0,12 µg/l / 0 g/j
 L'exploitant soulève que les effluents sont chargés en MES, DCO et fluor. Le prochain suivi est prévu mi-octobre 2025. Au regard des résultats obtenues sur le rejet des eaux de process, les concentrations sont faibles et ne justifient pas à ce stade de poursuivre actuellement ce suivi d'émission de PFAS/AOF dans le rejet à une fréquence trimestrielle mais de l'adapter à une fréquence semestrielle. Ce suivi pourra être de nouveau adapté selon les résultats obtenus.		
Type de suites proposées : Sans suite		